



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1102  
25 juin 1965  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

Trente-deuxième session  
Point 4 c) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE

Union des Républiques socialistes soviétiques : amendements au projet de conclusions et recommandations du Comité de rédaction (T/L.1099)

1. A la fin de l'actuel paragraphe 7, ajouter le texte suivant :

"Le Conseil note en outre que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée sont extrêmement limités et que le pouvoir législatif et exécutif dans le Territoire continue d'être exercé par l'Autorité administrante qui conserve le droit de veto sur toutes les décisions de la Chambre d'assemblée.

Le Conseil propose à l'Autorité administrante de prendre d'urgence des mesures pour transférer tous les pouvoirs législatifs à la Chambre d'assemblée et de renoncer immédiatement à son droit de veto sur les décisions de la Chambre".

2. A la deuxième phrase de l'actuel paragraphe 8, après les mots "Il estime que" insérer le membre de phrase suivant :

"étant donné que les postes les plus importants du Territoire sont entre les mains de la Puissance administrante".

3. Avant l'actuel paragraphe 9, insérer le nouveau paragraphe suivant :

"Le Conseil réaffirme sa recommandation, adoptée à sa 31ème session de supprimer, en consultation avec la Chambre d'assemblée, les clauses des ordonnances électorales qui prévoient des sièges officiels et spéciaux à l'Assemblée".

4. Dans la dernière phrase de l'actuel paragraphe 12, remplacer le membre de phrase "à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience" par la phrase "afin de donner à la population la possibilité de régler elle-même les questions d'intérêt local".

5. Après la première phrase de l'actuel paragraphe 13, insérer la phrase suivante :  
"Ces Conseils doivent être dotés de pouvoirs leur permettant de réglementer la vie dans les villes et les agglomérations urbaines".

6. A la deuxième phrase de l'actuel paragraphe 14, après les mots "Le Conseil suggère que", insérer les mots : "la Chambre d'assemblée et".

7. A la fin de l'actuel paragraphe 14, ajouter le nouveau paragraphe suivant :

"Le Conseil note l'afflux de plus en plus grand dans l'économie du Territoire de capitaux étrangers qui exploitent les richesses naturelles et les ressources humaines du pays. Le Conseil estime que la Chambre d'assemblée doit avoir le droit d'exercer, dans l'intérêt de la population, un contrôle effectif sur les activités des compagnies étrangères dans le Territoire".

8. Après l'actuel paragraphe 16, ajouter les nouveaux paragraphes suivants :

"Le Conseil estime que l'Autorité administrante doit modifier sa politique actuelle qui tend à développer uniquement dans le Territoire les cultures qui ne font pas concurrence aux produits agricoles cultivés en Australie. C'est le cas notamment du sucre qui est en très grande partie importé d'Australie malgré le désir de la population d'avoir ses propres plantations de canne à sucre et de créer sa propre industrie du sucre.

Le Conseil recommande en outre de développer la pêche dans le Territoire".

9. Après l'actuel paragraphe 19, insérer le nouveau paragraphe suivant :

"Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre des mesures immédiates pour supprimer les inégalités actuelles entre les salaires versés aux étrangers et ceux versés aux autochtones".

10. Après l'actuel paragraphe 25, insérer les nouveaux paragraphes suivants :

"Le Conseil note avec regret que l'Autorité administrante continue d'insister pour conserver le droit de décider si les habitants du Territoire pourront ou non bénéficier des possibilités qui leur sont offertes de faire des études et de recevoir une formation professionnelle dans le cadre du programme de bourses des Nations Unies en faveur des habitants des territoires sous tutelle.

Le Conseil estime qu'il appartient à la Chambre d'assemblée de prendre des décisions à cet égard".

11. Avant l'actuel paragraphe 27, insérer le nouveau paragraphe suivant :

"Le Conseil recommande instamment à l'Autorité administrante de fixer, en accord avec la Chambre d'assemblée et conformément à la Charte de l'ONU et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la date à laquelle le peuple du Territoire pourra exercer son droit à l'autonomie et à l'indépendance".

-----